

Financement de la culture



CHIFFRES CLÉS 2013 STATISTIQUES DE LA CULTURE

Ministère de la Culture et de la Communication
Secrétariat général
Département des études, de la prospective et des statistiques



BUDGET DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Millions d'euros

	Total	Dépenses ordinaires	Crédits de paiement	Autorisations de programme
1980	405	297	108	145
1981	454	329	125	144
1982	914	684	230	297
1983	1 066	816	250	549
1984	1 227	877	350	415
1985	1 306	875	431	567
1986	1 467	866	602	640
1987	1 371	885	485	338
1988	1 345	926	419	305
1989	1 518	1 092	426	500
1990	1 598	1 165	433	547
1991	1 845	1 235	610	878
1992	1 975	1 294	681	866
1993	2 107	1 358	749	746
1994	2 059	1 311	748	560
1995	2 067	1 392	675	570
1996	2 368	1 708	660	589
1997	2 306	1 822	484	470
1998	2 309	1 787	522	565
1999	2 395	1 852	543	539
2000	2 452	1 908	543	565
2001	2 549	1 987	562	602
2002	2 610	2 073	537	568
2003	2 497	2 176	321	568
2004	2 639	2 216	423	568

Total = dépenses ordinaires + crédits de paiement.

Source : MEF/DEPS

MISSION CULTURE ET PROGRAMME
RECHERCHE CULTURELLE ET CULTURE SCIENTIFIQUE
DE LA MISSION RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Millions d'euros

	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement
2005	2 805	2 823
2006	2 947	3 031
2007	2 839	2 911
2008	2 915	3 038
2009	2 941	3 004
2010	3 079	3 042

MISSIONS CULTURE, MÉDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES,
PROGRAMME RECHERCHE CULTURELLE ET CULTURE SCIENTIFIQUE
DE LA MISSION RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

2010	4 227	4 186
2011	4 261	4 294
2012	4 121	3 970
2013	3 966	3 905

Crédits ouverts en loi de finances initiale (LFI) jusqu'en 2012 et crédits demandés pour 2013 (projet de loi de finances, PLF).
Hors avances à l'audiovisuel public. Les crédits sont votés, d'une part, en autorisations d'engagement (capacité d'engager juridiquement l'État) et, d'autre part, en crédits de paiement (volume de trésorerie nécessaire dans l'année, pour couvrir les engagements pris ou à prendre).

Source : MEF/DEPS

À partir de loi de finances 2011, le périmètre budgétaire du ministère de la Culture et de la Communication comprend la mission Culture, la mission Médias, livre et industries culturelles et le programme Recherche culturelle et culture scientifique de la mission interministérielle Recherche et enseignement supérieur. Il a été modifié par rapport aux années précédentes suite à la redéfinition de ses missions et de sa réorganisation, comme ont été modifiées les répartitions entre les différentes actions.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR MISSION, PROGRAMME ET TITRE DE DÉPENSE*

	Millions d'euros		
	LFI 2011	LFI 2012	PLF 2013
Total	4 261,2	4 121,4	3 966,1
Mission culture	2 682,1	2 728,9	2 628,3
• Programme 175 Patrimoines	868,8	861,5	775,9
Dépenses de fonctionnement	410,2	417,7	355,1
Dépenses d'investissement	219,8	198,8	136,5
Dépenses d'intervention	238,8	245,0	214,1
Dépenses d'opérations financières	///	///	70,2
• Programme 131 Création	736,8	787,9	774,9
Dépenses de fonctionnement	310,9	307,5	281,1
Dépenses d'investissement	25,3	19,0	9,0
Dépenses d'intervention	400,6	461,4	467,1
Dépenses d'opérations financières	///	///	17,7
• Programme 224 Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 076,5	1 079,5	1 077,5
Dépenses de personnel	634,2	642,2	659,5
Dépenses de fonctionnement	226,0	219,0	208,4
Dépenses d'investissement	23,7	23,6	25,7
Dépenses d'intervention	192,6	194,7	176,2
Dépenses d'opérations financières	///	///	7,7
Mission recherche et enseignement supérieur			
• Programme 186 Recherche culturelle et culture scientifique	125,0	124,1	118,9
Dépenses de fonctionnement	120,2	119,2	106,4
Dépenses d'investissement	0,4	0,4	0,4
Dépenses d'intervention	4,4	4,5	4,2
Dépenses d'opérations financières	///	///	7,9
Mission médias, livre et industries culturelles	1 454,1	1 268,4	1 218,9
• Programme 180 Presse	419,9	390,3	516,1
Dépenses de fonctionnement	115,4	117,5	119,6
Dépenses d'intervention	304,5	272,8	396,5
• Programme 334 Livre et industries culturelles	303,8	275,0	268,0
Dépenses de fonctionnement	226,1	215,9	210,7
Dépenses d'investissement	5,0	15,6	14,2
Dépenses d'intervention	72,7	43,5	43,1
• Programme 313 Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	523,9	453,0	285,4
Dépenses de fonctionnement	0,1	0,1	0,1
Dépenses d'intervention	523,8	452,9	285,2
• Programme 115 Action audiovisuelle extérieure	206,5	150,1	149,4
Dépenses d'intervention	206,5	150,1	149,4

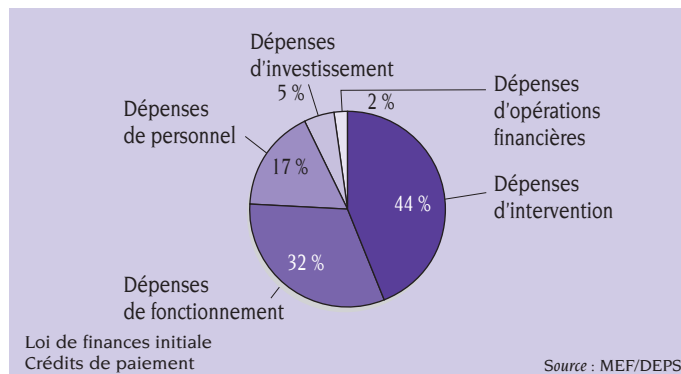
* Crédits de paiement

Hors avances à l'audiovisuel public. L'écart important entre 2012 et 2013 sur le programme 180 presse est lié à une évolution de périmètre, avec le transfert vers ce programme de l'aide au transport de presse assurée pour partie en LFI 2012 par le programme 134 de la mission Économie à hauteur de 143 m€.

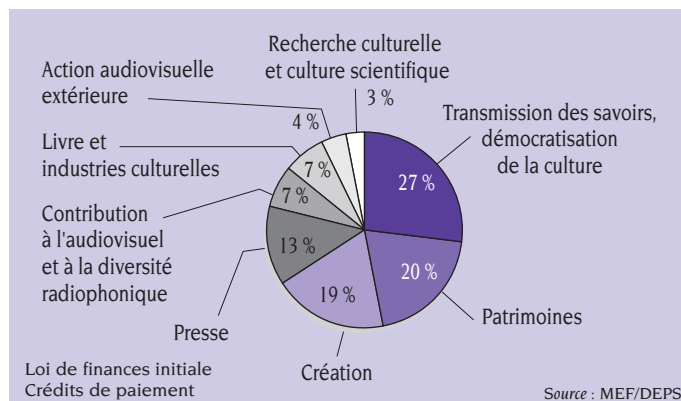
Source : MEF/DEPS

RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES D'APRÈS LE PROJET DE LOI DE FINANCES...

... PAR TYPE DE DÉPENSE EN 2013



... PAR PROGRAMME EN 2013



BUDGET DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR PROGRAMME ET ACTION*

Millions d'euros

	2011	2012	2013
Total	4 261,2	4 121,3	3 966,0
Programme Patrimoines	868,8	861,5	776,0
Patrimoine monumental	379,8	377,5	328,8
Architecture	25,6	27,8	28,0
Patrimoine des musées de France	371,9	378,5	375,6
Patrimoine archivistique et célébrations nationales	65,4	48,9	25,2
Patrimoine linguistique	2,6	2,6	2,6
Acquisitions et enrichissement des collections publiques	16,6	16,7	8,6
Patrimoine archéologique	6,9	9,5	7,2
Programme Création	736,8	787,9	774,9
Soutien à la création, à la production et à la diffusion du spectacle vivant	663,9	718,9	712,5
Soutien à la création, à la production et à la diffusion des arts plastiques	72,9	69,0	62,4
Programme Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 076,5	1 079,5	1 077,4
Soutien aux établissements d'enseignement supérieur et insertion professionnelle	224,9	226,5	232,2
Soutien à l'éducation artistique et culturelle	31,5	31,9	75,5
Soutien aux établissements d'enseignement spécialisé	29,5	29,2	21,9
Actions en faveur de l'accès à la culture	54,6	52,0	///
Action culturelle internationale	9,3	9,2	6,0
Fonctions de soutien communes du ministère	726,7	730,6	741,8
Programme Recherche culturelle et culture scientifique	125,0	124,0	118,8
Recherche culturelle	9,3	9,3	8,7
Culture scientifique et technique	115,7	114,7	110,1
Programme Presse	419,9	390,3	516,1
Abonnement de l'État à l'AFP	115,4	117,5	119,6
Aides à la presse	304,5	272,8	396,5
Programme Livre et industries culturelles	303,8	275,0	268,0
Livre et lecture	252,8	263,3	255,5
Industries culturelles	51,0	11,7	12,5
Programme Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	523,9	453,0	285,4
France Télévisions	389,9	423,9	256,4
Passage à la télévision tout numérique	105,0	-	///
Soutien à l'expression radiophonique locale	29,0	29,1	29,0
Programme Action audiovisuelle extérieure	206,5	150,1	149,4

* Crédits de paiement ouverts en loi de finances initiale (LFI) pour 2011 et 2012 et crédits demandés pour 2013 (projet de loi de finances – PLF).

Source : MEF/DEPS

En 2013, l'action Soutien à l'éducation artistique et culturelle est regroupée avec l'action Actions en faveur de l'accès à la culture et devient Soutien à la démocratisation et à l'éducation artistique et culturelle ; l'action Abonnements de l'État à l'AFP devient Relations financières avec l'AFP. L'écart important entre 2012 et 2013 sur les aides à la presse est lié à une évolution de périmètre, avec le transfert vers ce programme de l'aide au transport de presse assurée pour partie en LFI 2012 par le programme 134 de la mission Économie à hauteur de 143 M€.

SUBVENTIONS AUX OPÉRATEURS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC ET, LE CAS ÉCHÉANT, TRANSFERTS ET DOTATIONS EN FONDS PROPRES

			Milliers d'euros	
	2011 Exécution	2012 LFI	2011 Exécution	2012 LFI
Total	1 286 603	1 147 901		
Programme Patrimoines				
Cité de l'architecture et du patrimoine	16 909	16 321	Comédie-Française	28 040
Centre des monuments nationaux	33 983	22 180	Théâtre national de Chaillot	15 843
Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou	81 308	81 374	Théâtre national de la Colline	10 323
EP du musée du quai Branly	50 131	49 804	Théâtre national de l'Odéon	13 510
EP du musée et domaine national de Versailles	27 424	18 152	Théâtre national de Strasbourg	10 040
EP du château de Fontainebleau	4 548	4 514	Programme Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	
EP du domaine de Chambord	4 659	2 954	Académie de France à Rome	6 147
Institut national de l'histoire de l'art	2 611	2 682	Centre national des arts du cirque	3 389
Institut national de recherches archéologiques préventives	85 627	528	Cité nationale de l'histoire de l'immigration et aquarium	6 481
Musée des arts décoratifs	14 583	14 031	Conservatoire national supérieur d'art dramatique	3 571
Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie	14 620	11 889	Conservatoire national supérieur de musique de Lyon	13 665
Musée du Louvre	116 083	112 740	Conservatoire national supérieur de musique de Paris	25 106
Musée Guimet	5 940	5 643	École du Louvre	2 353
Musée Henner	506	344	Écoles (20) nationales supérieures d'architecture	48 321
Musée Moreau	597	994	Écoles (7) d'art en région	10 174
Musée Picasso	6 244	9 740	École nationale supérieure des arts décoratifs	11 500
Musée Rodin	1 861	100	École nationale supérieure des beaux-arts	7 388
RMN-Grand Palais	28 734	23 821	École nationale supérieure de création industrielle	5 482
Programme Création			École nationale supérieure des métiers de l'image et du son*	7 876
Centre national de la danse	8 949	8 623	Institut national du patrimoine	6 666
Cité de la musique	28 767	25 576	Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture	10 144
Centre national des arts plastiques	12 212	9 615	Programme Presse, livre et industries culturelles	
Centre national de la chanson, des variétés et du jazz	500	500	Bibliothèque nationale de France	201 567
Ensemble intercontemporain	3 885	3 909	Bibliothèque publique d'information	8 354
EP du parc et de la grande halle de la Villette	25 542	25 163	Cinémathèque française*	98
Opéra comique	12 707	10 801	Centre national du livre	2 509
Opéra national de Paris	112 129	111 116	Programme recherche culturelle et culture scientifique	
Orchestre de Paris	9 278	9 278	Univscience	114 584
Sèvres-Cité de la céramique	3 135	2 879		114 863

EP : établissement public.

Certains opérateurs peuvent recevoir des subventions imputées sur plusieurs programmes du périmètre ministériel du ministère de la Culture et de la Communication ou d'autres ministères comme les programmes Entretien des bâtiments de l'État et Formations supérieures et recherche universitaire. Elles sont regroupées, pour ces opérateurs, sous le programme chef de file.

* À partir de 2012, le financement de la Cinémathèque et de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son est assuré par le CNC.

Source : MEF/DEPS

EFFORT FINANCIER DE L'ÉTAT DANS LE DOMAINE CULTUREL (HORS MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION)

			<i>Millions d'euros</i>		
	LFI 2012	PLF 2013		LFI 2012	PLF 2013
Crédits* du budget général et budgets annexes par ministère	3 784,3	3 704,5	Prévisions		
Éducation nationale	2 133,1	2 223,1	Recettes fiscales affectées		
Affaires étrangères	829,4	817,4	à des personnes morales autres que l'État	858,0	876,8
Enseignement supérieur et Recherche	540,0	545,3	Taxe sur les services de télévision	539,0	551,0
Défense	74,9	75,0	Taxe sur les entrées en salles de cinéma (TSA)	130,0	133,2
Intérieur	10,1	11,7	Redevance d'archéologie préventive	77,3	83,0
Économie et Finances	8,6	8,7	Taxes sur l'édition vidéo et la VàD	31,7	29,5
Sports, Jeunesse, Éducation populaire et Vie associative	9,8	8,6	Taxe sur les appareils de reproduction ou d'impression	29,4	29,4
Services du Premier Ministre	8,3	5,0	Taxes sur les spectacles de variétés	23,0	23,0
Outre-mer	4,7	3,7	Taxe sur les jeux en ligne affectée au Centre des monuments nationaux	8,0	8,0
Justice	9,0	3,7	Cotisation des entreprises cinématographiques	8,0	8,0
Redressement productif	153,6	1,6	Taxe sur les spectacles au profit de l'ASTP	6,2	6,3
Artisanat, Commerce et Tourisme	2,5	0,5	Taxe sur l'édition des ouvrages de librairie	5,3	5,3
Écologie, Développement durable et Énergie	0,3	0,2	Taxe et prélèvements spéciaux au titre des films pornographiques ou d'incitation à la violence	0,1	0,1
Comptes de concours financiers					
Avances à l'audiovisuel public (ministère de l'Économie et des Finances)	3 290,4	3 397,7			

* Crédits ouverts en loi de finances initiale (LFI) pour 2012 et en projet de loi de finances pour 2013 (PLF).

VàD : vidéo à la demande.

ASTP : association pour le soutien du théâtre privé.

Source : MEF/DEPS

DÉPENSES CULTURELLES ESTIMÉES DES COMMUNES DE PLUS DE 10 000 HABITANTS

2006	Millions d'euros			Euros par habitant		
	Total	Fonctionnement	Investissement	Total	Fonctionnement	Investissement
Total	4 357	3 389	968	152,1	118,3	33,8
Services communs	252	211	41	8,8	7,4	1,4
Expression artistique (y compris formation)	1 649	1 364	285	57,6	47,6	9,9
Expression musicale, lyrique et chorégraphique	879	781	98	30,7	27,3	3,4
Arts plastiques et autres activités artistiques	162	149	13	5,7	5,2	0,5
Théâtres	387	278	110	13,5	9,7	3,8
Cinémas et autres salles de spectacle	221	156	64	7,7	5,5	2,2
Conservation et diffusion des patrimoines	1 663	1 173	491	58,1	40,9	17,1
Bibliothèques et médiathèques	866	696	170	30,2	24,3	5,9
Musées	485	359	127	16,9	12,5	4,4
Archives	73	54	18	2,5	1,9	0,6
Entretien du patrimoine culturel	240	64	176	8,4	2,2	6,1
Action culturelle	793	641	152	27,7	22,4	5,3

L'action culturelle regroupe les subventions à l'animation culturelle pluridisciplinaire et les subventions non ventilées par secteur.

Source : MCC/DEPS

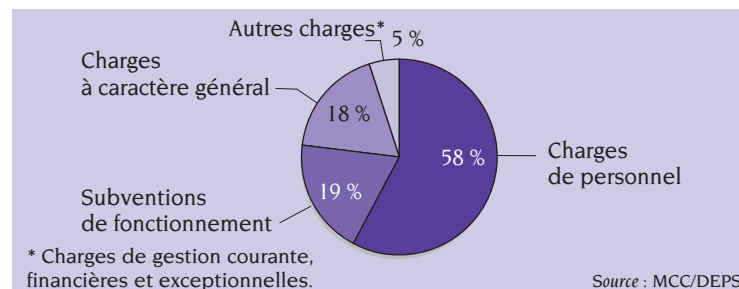
EFFORT CULTUREL

2006	%
Total	8,1
Fonctionnement	9,3
Investissement	5,7

% des dépenses culturelles dans le budget global des communes de plus de 10 000 habitants
y compris opérations de gestion active de la dette.

Source : MCC/DEPS

RÉPARTITION DES DÉPENSES CULTURELLES DE FONCTIONNEMENT DES COMMUNES DE PLUS DE 10 000 HABITANTS PAR NATURE DE DÉPENSE EN 2006



DÉPENSES CULTURELLES ESTIMÉES DES EPCI À FISCALITÉ PROPRE*

2006	Millions d'euros			Euros par habitant		
	Total	Fonctionnement	Investissement	Total	Fonctionnement	Investissement
Total	842	522	320	43,9	27,2	16,7
Services communs	35	25	10	1,8	1,3	0,5
Expression artistique (y compris formation)	389	247	141	20,3	12,9	7,4
Expression musicale, lyrique et chorégraphique	227	170	57	11,8	8,8	3,0
Arts plastiques et autres activités artistiques	31	20	11	1,6	1,0	0,6
Théâtres	65	45	20	3,4	2,3	1,0
Cinéma et autres salles de spectacle	66	13	53	3,4	0,7	2,8
Conservation et diffusion des patrimoines	311	165	146	16,2	8,6	7,6
Bibliothèques et médiathèques	212	122	90	11,0	6,4	4,7
Musées	79	34	45	4,1	1,8	2,3
Archives	2	2	1	0,1	0,1	-
Entretien du patrimoine culturel	17	7	10	0,9	0,4	0,5
Action culturelle	107	84	23	5,6	4,4	1,2

L'action culturelle regroupe les subventions à l'animation culturelle pluridisciplinaire et les subventions non ventilées par secteur.

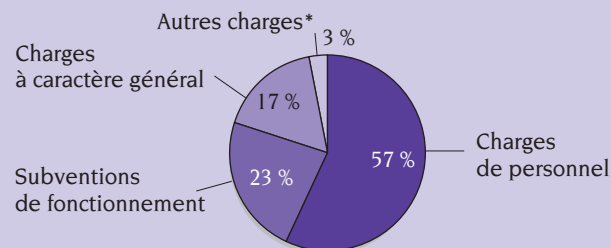
Source : MCC/DEPS

*Établissements publics de coopération intercommunale comportant en leur sein au moins une commune de plus de 10 000 habitants, et ayant déclaré la compétence culturelle, ainsi que les 5 syndicats d'agglomération nouvelle ayant déclaré la compétence culturelle.

EFFORT CULTUREL

2006	%
Total	5,7
Fonctionnement	5,0
Investissement	7,3

% des dépenses culturelles dans le budget global des EPCI Source : MCC/DEPS
du champ y compris opérations de gestion active de la dette.

RÉPARTITION DES DÉPENSES CULTURELLES DE FONCTIONNEMENT
DES EPCI À FISCALITÉ PROPRE PAR NATURE EN 2006

* Charges de gestion courante, financières et exceptionnelles.

Source : MCC/DEPS

DÉPENSES CULTURELLES DES DÉPARTEMENTS

2006	Milliers d'euros			Euros par habitant		
	Total	Fonctionnement	Investissement	Total	Fonctionnement	Investissement
Total	1 292 210	884 921	407 289	22,1	15,1	7,0
Activités artistiques et action culturelle	469 646	413 697	55 949	8,0	7,1	1,0
Patrimoine	247 749	72 180	175 569	4,2	1,2	3,0
Bibliothèques et médiathèques	124 959	90 020	34 939	2,1	1,5	0,6
Musées	150 002	65 651	84 351	2,6	1,1	1,4
Services d'archives	111 636	60 362	51 274	1,9	1,0	0,9
Services communs	56 887	56 887	-	1,0	1,0	-
Non ventilé	131 331	126 124	5 207	2,2	2,2	0,1

L'action culturelle regroupe les subventions à l'animation culturelle pluridisciplinaire et les subventions non ventilées par secteur.

Source : MCC/DEPS

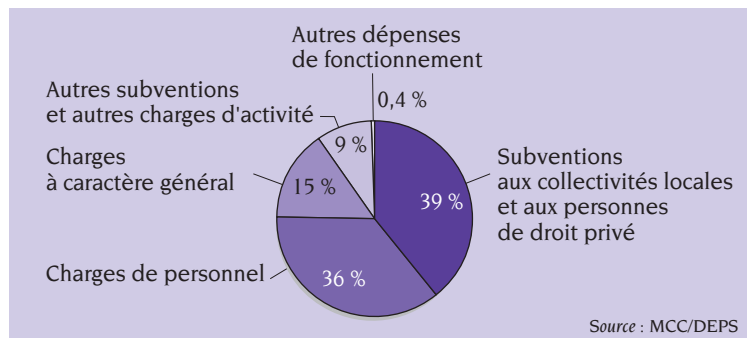
EFFORT CULTUREL

2006	%
Total	2,2
Fonctionnement	2,2
Investissement	2,2

% des dépenses culturelles dans le budget global des départements y compris opérations de gestion active de la dette.

Source : MCC/DEPS

RÉPARTITION DES DÉPENSES CULTURELLES DE FONCTIONNEMENT DES DÉPARTEMENTS PAR NATURE DE DÉPENSE EN 2006



Source : MCC/DEPS

DÉPENSES CULTURELLES DES RÉGIONS

2006	Milliers d'euros			Euros pour 100 habitants		
	Total	Fonctionnement	Investissement	Total	Fonctionnement	Investissement
Total	555 578	387 797	167 781	949	663	287
Services communs	263	263	-	-	-	-
Enseignement artistique	13 538	7 942	5 597	23	14	10
Activités culturelles et artistiques	417 313	349 164	68 149	713	597	116
Patrimoine	112 554	24 548	88 006	192	42	150
Non ventilé	11 909	5 880	6 029	20	10	10

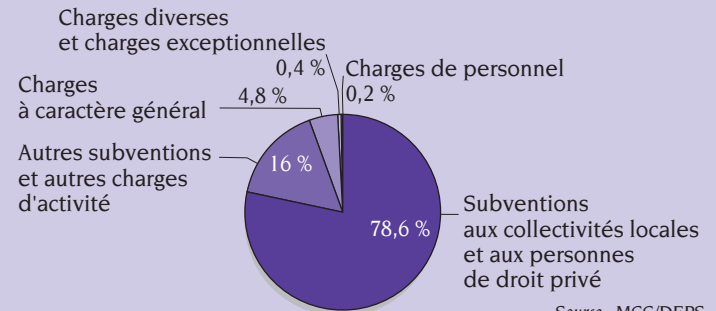
Source : MCC/DEPS

EFFORT CULTUREL

2006	%
Total	2,5
Fonctionnement	3,4
Investissement	1,5

% des dépenses culturelles dans le budget global des régions y compris opérations de gestion active de la dette.

Source : MCC/DEPS

 RÉPARTITION DES DÉPENSES
 DE FONCTIONNEMENT DES RÉGIONS
 PAR NATURE DE DÉPENSE EN 2006


Source : MCC/DEPS

CONSUMMATION DES MÉNAGES EN BIENS ET SERVICES CULTURELS

	Millions d'euros							
	2004	2005	2006	2007	2008	r2009	r2010	p2011
Biens et services culturels	24 169	24 435	24 927	25 311	25 294	24 940	25 228	25 199
Livres	3 565	3 556	3 593	3 691	3 651	3 733	3 714	3 677
Journaux	2 569	2 586	2 609	2 651	2 590	2 564	2 531	2 466
Revue et périodiques	4 719	4 770	4 877	4 956	4 903	4 582	4 463	4 487
DVD, Blu-ray	2 146	1 957	1 818	1 637	1 513	1 522	1 517	1 377
Projection de films cinématographiques	1 211	1 097	1 193	1 126	1 214	1 314	1 387	1 414
Édition d'enregistrements sonores	1 430	1 364	1 196	955	826	737	642	572
Téléchargement sur internet et mobile de titres et d'albums	10	16	28	35	51	75	99	116
Programmation et diffusion (redevance audiovisuelle)	3 522	3 604	3 723	3 967	4 049	3 982	4 121	4 184
Distribution de bouquets de programmes de radio et de télévision	1 730	2 035	2 116	2 175	2 253	2 202	2 261	2 277
Activités créatives, artistiques et de spectacle (marchandes)	2 591	2 750	3 038	3 357	3 442	3 415	3 637	3 728
Activités créatives, artistiques et de spectacle (non marchandes)	438	451	475	481	512	505	532	554
Bibliothèques, archives, musées et autres act. cult. (marchandes)	186	198	208	227	232	255	263	284
Bibliothèques, archives, musées et autres act. cult. (non marchandes)	50	51	54	52	58	55	60	64
Autres biens et services liés à la culture et aux technologies de l'information	17 644	18 769	20 246	21 864	21 545	20 543	20 191	19 500
Récepteurs radio, autoradios								
et appareils d'enregistrement et de reproduction du son	1 950	1 955	1 820	1 606	1 319	1 338	1 383	1 428
Téléviseurs	2 571	3 029	3 908	4 631	4 693	4 731	4 751	4 261
Appareils d'enregistrement et de reproduction de l'image et accessoires	1 377	1 420	1 487	1 565	1 501	1 253	1 050	799
Consoles de jeux et jeux vidéo	1 250	1 374	1 534	2 171	2 656	2 042	1 786	1 610
Caméscopes	385	388	373	342	296	261	199	154
Matériel optique et photographique	1 328	1 370	1 363	1 398	1 339	1 405	1 401	1 343
Supports magnétiques et optiques	619	630	668	716	683	653	627	568
Ordinateurs et périphériques, composants et cartes électroniques	5 803	6 089	6 366	6 548	6 116	6 068	6 097	6 418
Services télématiques, jeux électroniques et logiciels	827	826	937	1 019	1 049	949	935	900
Télécommandes et antennes de réception	92	202	237	247	246	228	367	370
Programmation, conseil et autres activités informatiques								
(installation et configuration d'ordinateurs)	18	19	20	21	22	24	26	27
Services d'information (hébergement de sites web personnels)	45	48	49	53	56	57	58	59
Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	365	370	372	380	366	359	357	366
Réparation de produits électroniques grand public	825	853	899	949	989	977	957	975
Instruments de musique	189	196	213	217	213	197	197	220
Consommation effective nationale des ménages	906 609	946 116	986 594	1 030 452	1 063 662	1 057 738	1 084 601	1 110 081

D'après la comptabilité nationale, base 2005.

Source : Insee/DEPS

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION

Base 100 en 1998

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012/2011 (en %)
Indice général des prix	112,4	114,24	115,94	119,20	119,31	121,13	123,70	126,12	2,0
Équipements audiovisuels	55,4	49,28	42,37	36,88	30,71	26,94	23,51	20,79	-11,6
– Matériels vidéo	36,8	31,61	28,21	24,92	22,35	20,05	17,82	16,86	-5,4
– Téléviseurs	55,8	47,99	37,32	30,31	22,92	19,42	16,41	13,95	-15,0
– Autres appareils électro-acoustiques	65,0	60,33	56,46	52,90	48,42	44,15	40,67	37,53	-7,7
Équipements photo et cinéma, instruments d'optique	51,1	43,72	36,28	29,76	24,57	20,84	17,51	14,99	-14,4
– Appareils de photo, instruments d'optique et d'observation	57,8	49,64	41,30	33,92	28,06	23,87	20,00	17,11	-14,5
– Caméscopes	44,3	37,14	30,32	24,66	20,01	16,48	14,28	12,20	-14,6
Supports d'enregistrements de l'image et du son	89,8	85,35	80,58	76,80	73,73	72,20	70,08	68,37	-2,4
– Disques, bandes et cassettes enregistrées	87,2	82,98	78,83	76,06	73,58	71,59	69,85	68,85	-1,4
– Disques, bandes et cassettes vierges	98,5	89,57	77,97	66,86	59,41	59,16	56,00	52,25	-6,7
– Produits photographiques	100,2	98,85	98,43	99,98	102,60	103,75	105,58	109,86	4,1
Matériels de traitement de l'information (y c. micro-ordinateurs)	24,2	21,01	17,99	15,42	13,71	12,77	11,64	11,08	-4,8
Réparation des équipements audiovisuels, photographiques et informatiques	113,5	115,86	119,10	122,48	125,65	127,35	127,16	128,29	0,9
Instruments de musique et autres articles pour les loisirs	107,8	107,43	105,86	105,43	107,55	107,39	107,47	108,60	1,1
Services culturels	111,5	113,68	116,41	117,85	120,52	122,10	123,70	127,31	2,9
– Cinémas	117,7	120,71	123,49	126,28	127,17	129,16	130,51	134,15	2,8
– Théâtres, concerts et music-hall	115,8	118,72	123,19	127,15	129,48	127,89	133,52	139,14	4,2
– Visite de monument ou musée	122,2	125,61	129,86	129,03	133,94	137,27	140,63	143,30	1,9
– Redevance et abonnements télévisuels	110,7	113,35	116,30	117,62	120,70	122,13	123,35	128,22	3,9
– Travaux photographiques	106,2	104,84	104,68	106,64	107,95	111,36	110,85	112,50	1,5
– Locations d'articles récréatifs	99,5	100,26	101,43	102,50	103,01	103,74	103,57	103,19	-0,4
Livres	107,0	108,40	109,41	110,40	111,23	112,51	115,01	118,33	2,9
– Livres scolaires et parascolaires, dictionnaires et encyclopédies	102,1	102,63	101,78	100,57	100,85	101,25	102,18	104,09	1,9
– Ouvrages de littérature générale	105,6	109,07	112,24	115,72	116,82	118,35	119,87	123,43	3,0
– Livres pour la jeunesse, livres pratiques, autres livres	114,9	115,99	117,76	119,63	120,91	123,00	127,82	132,52	3,7
Journaux et périodiques	111,7	112,91	115,30	117,91	123,36	127,14	128,09	130,89	2,2
– Journaux	111,1	112,38	115,59	117,96	123,36	126,41	129,40	132,73	2,6
– Revues	112,1	113,26	115,16	117,91	123,36	127,55	127,41	129,87	1,9

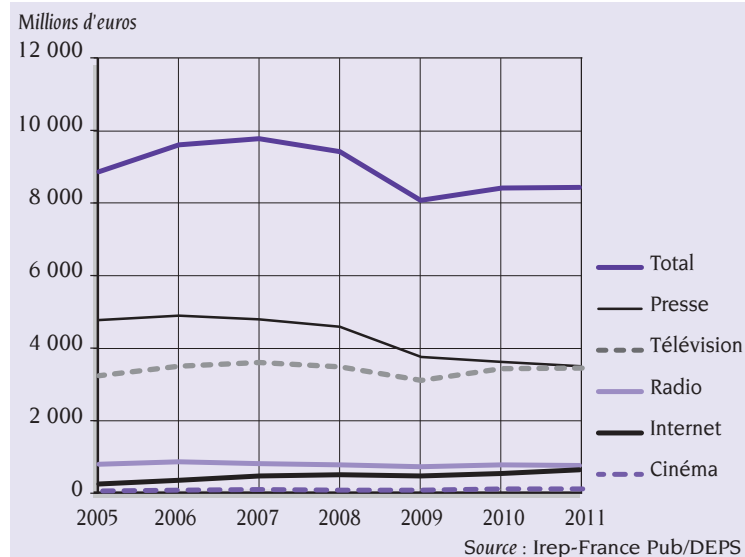
Indices des prix à la consommation, moyenne annuelle, ensemble des ménages, France entière (métropole et départements d'outre-mer).

Source : Insee/DEPS

RECETTES PUBLICITAIRES DES GRANDS MÉDIAS

	Millions d'euros				
	2007	2008	2009	2010	2011
Total	9 762	9 444	8 113	8 428	8 459
Presse	4 791	4 598	3 750	3 612	3 494
Publicité commerciale	3 862	3 765	3 078	2 989	2 882
Petites annonces	929	834	672	623	613
– Quotidiens nationaux	331	316	260	266	256
– Quotidiens régionaux	1 102	1 096	984	935	937
– Magazines	1 478	1 417	1 161	1 215	1 206
– Spécialisés	547	518	418	400	388
– Gratuits	1 196	1 115	799	668	576
– Hebdomadaires régionaux	137	136	128	129	131
Télévision	3 617	3 476	3 094	3 441	3 496
Espaces classiques	3 424	3 289	2 924	3 246	3 314
Espaces parrainage	193	187	170	195	182
Radio	805	779	710	744	748
Publicité nationale	623	600	556	585	582
Publicité locale et île-de-France	182	179	154	159	166
Internet*	460	516	482	540	616
Cinéma	89	75	77	90	105

Source : Irep-France Pub/DEPS



Non compris la publicité extérieure et les annuaires. Recettes publicitaires hors taxes nettes c'est-à-dire après déduction des remises professionnelles, hors échanges de marchandises, petites annonces de presse incluses.

* Estimation du marché total sur la base des réponses des régies membres de l'Interactive Advertising Bureau et du déclaratif des régies membres du Syndicat des régies internet ; hors liens sponsorisés et hors *shopping*.

POUR
EN
SAVOIR
PLUS

SOURCES ET DÉFINITIONS

À partir du 1^{er} janvier 2006, l'ensemble des services de l'État est passé en mode Lolf (loi organique relative aux lois de finances). Le budget de l'État est désormais présenté en missions, programmes et actions.

Suite à la réorganisation et à la redéfinition des missions du ministère de la Culture et de la Communication, en particulier par le rattachement de la Direction du développement des médias (DDM, Premier ministre), le ministère est désormais concerné par trois missions : la mission ministérielle Culture qui se décline en trois programmes (Patrimoines, Création et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture), la mission Médias, livre et industries culturelles ainsi que la mission interministérielle Recherche et enseignement supérieur avec le programme Recherche culturelle et culture scientifique. Le périmètre budgétaire est donc largement

modifié pour 2011, les crédits de 2010 ont été retraités suivant ce nouveau schéma. Pour 2012, le programme presse, livre et industries culturelles est subdivisé en deux programmes.

La **mission** est « un ensemble de programmes concourant à une politique définie ».

Les **programmes** sont des regroupements de « crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble d'actions relevant d'un même ministère et auxquels sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation ».

Les **actions** décrivent le contenu du programme et regroupent des crédits ayant la même finalité.

Les **autorisations d'engagement** constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

Les **crédits de paiement** constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Pour les dépenses de personnel, le montant

des autorisations d'engagement ouvertes est égal au montant des crédits de paiement ouverts.

Les **dépenses de personnel** comprennent : les rémunérations d'activité, les cotisations et contributions sociales, les prestations sociales et allocations diverses ; les **dépenses de fonctionnement** : les dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel, les subventions pour charge de service public ; les **dépenses d'investissement** : les dépenses pour immobilisations corporelles de l'État et les dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État ; les **dépenses d'intervention** : les transferts aux ménages, aux entreprises, aux collectivités territoriales et autres collectivités, les appels en garantie.

Les **opérateurs** de l'État font l'objet d'une annexe au projet de loi de finances recensant les subventions qui leur sont versées. Les opérateurs sont des entités dotées de la personnalité morale quel que soit leur statut juridique (établissement public, GIP, association...) qui répondent à trois critères : activité de service public, financement assuré majoritairement par l'État et contrôle direct par l'État.

D'autre part, est recensé annuellement, également dans un document annexé au projet de loi de finances, l'ensemble des concours prévus dans la loi de finances pour des objets culturels (y compris la presse, l'audiovisuel et l'animation culturelle), quel que soit le ministère de tutelle. Ces crédits comprennent les crédits du budget général de l'État, les comptes de concours financiers et les taxes fiscales affectées.

L'enquête nationale sur les **dépenses culturelles des collectivités locales** a été menée en 2008 auprès de tous les départements et régions de **France métropolitaine** ainsi qu'auprès d'un échantillon des communes de plus de 10 000 habitants et auprès de tous les établissements de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre comportant en leur sein au moins une commune de plus de 10 000 habitants et ayant déclaré la compétence culturelle. L'objectif de cette enquête est de déterminer le montant total, en 2006, des dépenses culturelles locales, de fonctionnement et d'investissement, en valeur absolue et en part du budget général, par type de collectivité, et de connaître les





domaines culturels concernés (ou « fonctions ») ainsi que les évolutions.

Les données publiées ici ne peuvent être additionnées directement entre les niveaux de collectivité car elles ne sont pas défalquées des subventions entre collectivités portant sur la culture.

L'enquête est réalisée à partir des comptes administratifs des collectivités, qui retracent leurs **dépenses réelles exécutées**. Une interrogation complémentaire des services financiers et des services culturels des collectivités a permis de compléter et d'améliorer les données des comptes administratifs en ce qui concerne les dépenses culturelles.

L'échantillon des villes est conçu pour être représentatif des dépenses culturelles des 850 communes de plus de 10 000 habitants (base recensement de 1999). Les données détaillées recueillies auprès des 162 communes répondantes ont permis de procéder à l'estimation des dépenses culturelles. Les 12 communes de plus de 150 000 habitants figurent toutes dans cet échantillon stratifié suivant la taille et la situation urbaine des communes.

Les ratios en euros par habitant sont calculés avec les populations du recensement de 1999.

Les **dépenses de consommation des ménages** proviennent des Comptes de la Nation élaborés par l'Insee. La consommation finale des ménages recouvre les dépenses consacrées par les ménages à l'acquisition de biens et services, marchands et non marchands, utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains « individuels ». Parmi les postes disponibles, ont été retenus ceux relatifs au secteur culturel mais certaines dépenses comme les dépenses pour l'éducation artistique n'apparaissent pas car elles sont incluses dans des postes plus larges. Le passage à la base 2005 a consisté essentiellement à produire et publier les comptes dans la nouvelle Nomenclature d'activités française – NAF révisée 2 – d'une part, et à intégrer les résultats du nouveau dispositif d'Élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (ESANE) d'autre part.

L'**indice des prix à la consommation** est publié depuis 1999 par l'Insee en base 100 en 1998. L'indice reflète la consommation finale effective marchande monétaire des ménages. L'indice général retenu concerne l'ensemble des ménages France

entière (métropole et départements d'outre-mer). Sur les 303 postes de données en moyennes annuelles, ont été retenus ceux relatifs aux biens et services culturels et ceux liés à la culture et aux technologies de l'information.

L'étude annuelle de l'Institut de recherches et d'études publicitaires permet de connaître l'évolution et la structure du **marché publicitaire des grands médias**. La publicité extérieure considérée comme médias par l'Irep n'a pas été retenue.

Institut de recherches et d'études publicitaires (Irep France Pub) – www.irep.asso.fr
Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) – www.insee.fr
Ministère de la Culture et de la Communication (MCC) – www.culturecommunication.gouv.fr
Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) – <http://www.economie.gouv.fr>

RÉFÉRENCES

• *Annexe au projet de loi de finances pour 2013. Effort financier de l'État dans le domaine de la culture et de la communication*, Ministère de l'Économie et des Finances 2012.

<http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/lois-projets-de-lois-et-documents-annexes-par-annee/exercice-2013/plf-2013-jaunes-budgetaires.html#resultat>

• *Annexe au projet de loi de finances pour 2013. Opérateurs de l'État*, Ministère de l'Économie et des Finances, 2012.

<http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/lois-projets-de-lois-et-documents-annexes-par-annee/exercice-2013/plf-2013-jaunes-budgetaires.html#resultat>

• PLF 2013, Ministère de la Culture et de la Communication, <http://www.culturecommunication.gouv.fr/var/culture/storage/budget/2013/index.htm#13>

• *Loi de finances pour 2013. Les projets annuels de performance (Pap), Culture, Médias, livres et industries culturelles, Recherche et Enseignement supérieur*, Ministère de l'Économie et des Finances.

<http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/lois-projets-de-lois-et-documents-annexes-par-annee/exercice-2013/plf2013-bg.html#resultat>

Le Marché publicitaire français 2011, Irep, 2012.